

Le budget—M. Epp

M. Epp: Le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social (M^{me} Bégin) aime à se faire la championne de causes et à faire croire qu'elle est toujours en train de se battre en faveur des laissés pour compte de notre société. Elle a déclaré que le gouvernement allait donner \$10 de plus aux retraités par mois. Ils toucheront donc \$239 cette année et \$249 l'année prochaine. Arrêtons-nous sur ce chiffre un instant. Ces gens-là, ce sont nos ancêtres. Leur salaire était immanquablement beaucoup moins élevé que ceux que nous touchons aujourd'hui, du moins ceux d'entre nous qui ont du travail et ils ont fait des économies en perspective de leurs vieux jours. Peut-on leur donner ce genre d'argument facile? Peut-on se servir d'un tel miroir aux alouettes et leur dire que comme ils touchent plus ils ne devraient pas demander pourquoi ils toucheraient moins autrement?

Le gouvernement demande à nos concitoyens de lui faire confiance. Il veut que l'économie reprenne et si c'est honnêtement ce qu'il souhaite, il faut alors qu'il dise aux Canadiens toute la vérité et qu'il ne leur cache pas ce qui pourrait jouer en sa défaveur. C'est la seule manière pour le gouvernement de remonter dans l'estime de nos concitoyens.

Par ailleurs, j'ai trouvé intéressant que le député de Don Valley-Est (M. Smith) accuse les médias d'être à l'origine des problèmes du gouvernement et d'avoir échauffé les esprits. Lors de la réunion du lac Meach, le gouvernement avait visé très haut. Je suppose qu'il voulait arriver à certaines révélations—peut-être pas du genre des dix Commandements, mais des révélations tout de même.

Une voix: De l'eau.

M. Epp: Ils auraient mieux fait d'aller chercher de l'eau. Après la réunion du lac Meach, les membres du gouvernement répondaient à toutes les questions qu'on leur posait à la Chambre en disant: «Attendez Versailles, attendez Versailles». Lorsque le ministre est revenu de Versailles...

M. Smith: Nous n'avons jamais dit cela.

M. Peterson: Foutaise.

M. Epp: Non?

M. Peterson: Non. Citez le nom d'une personne qui l'a dit.

M. Epp: Le ministre des Finances, par exemple.

M. Paproski: Pierre Trudeau.

M. Epp: Ou le premier ministre.

M. Peterson: Qu'a-t-il dit?

M. Epp: Après le sommet de Versailles, on nous a répondu qu'il fallait attendre l'exposé économique, qui est devenu un budget. Nos vis-à-vis peuvent blâmer les médias pour tout ce qu'ils veulent. Parfois, je vois également les médias d'un mauvais œil, mais il faudrait que nos vis-à-vis soient honnêtes; ils ont utilisé chacun de ces événements pour retarder l'inévitable qui s'est finalement produit hier soir avec la présentation du budget.

Comment pouvons-nous faire repartir l'économie du bon pied? Est-ce possible? Je le crois, à cause des possibilités du

Canada. Demain, il y aura ce que je peux appeler, je suppose, une conférence fédérale-provinciale. Le premier ministre rencontrera les dix premiers ministres provinciaux. Il nous a dit que nous devons collaborer. Cela est vrai, mais à la lumière des événements des 18 derniers mois, pouvons-nous dire que le premier ministre est le mieux placé pour prêcher la collaboration au Canada?

M. Huntington: Il a dit que le fédéralisme coopératif était mort.

M. Epp: Je crois dans le fédéralisme coopératif.

M. Rossi: Ce n'est pas à vous de juger.

M. Epp: D'accord, mais le premier ministre a dit que le fédéralisme coopératif était mort.

M. Rossi: Qui êtes-vous pour juger de cela?

M. Epp: Je dis simplement au député ce que le premier ministre a déclaré. Que s'est-il passé avec le F.P.E.? Que s'est-il passé lors du débat constitutionnel? Le premier ministre a déclaré que le fédéralisme coopératif était mort. Comment peut-il espérer, dans ces circonstances, après une courte réunion post-budgétaire demain que tout à coup la coopération deviendra naturelle? Le premier ministre lui-même a déclaré aujourd'hui qu'il avait fallu 18 mois pour conclure une entente énergétique avec l'Alberta et la Saskatchewan. Que penser du problème des ressources sous-marines au large de la côte atlantique?

M. Peterson: Si vous parliez du budget.

M. Epp: Ce sont tous les facteurs qui entreront en ligne de compte lors de la réunion de demain. Il est vrai que nous connaissons des temps très difficiles et que nous avons besoin du fédéralisme coopératif, mais jamais un premier ministre du Canada n'a-t-il eu de plus mauvais rapports avec les provinces.

M. Rossi: À cause de vous. À cause de vous, les fauteurs de troubles.

M. Epp: Je note la présence du député de Gloucester (M. Brau). Il a présidé le comité dont le rapport a été foulé au pied par le ministre des Finances.

M. Breau: Vous n'avez même pas lu le rapport.

M. Epp: Si le député de Gloucester veut parler, il n'a qu'à s'entendre avec son whip. Ce dernier pourra peut-être le laisser parler l'année prochaine.

M. Breau: Demain, à 5 heures.

M. Epp: Y a-t-il d'autres facteurs? Je crois que si nous revenons au fédéralisme coopératif, la confiance renaîtra. Cependant, le gouvernement fédéral devra reconnaître que les provinces sont ses partenaires et qu'elles ont un rôle à jouer. Elles ne devraient pas simplement avoir pour rôle de se présenter à Ottawa à la demande du premier ministre 48 heures après un budget pour l'entendre leur dire: «Voici ce que vous allez faire, sinon...». Le premier ministre a adopté cette attitude trop souvent.